

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73000 Chambéry

Chambéry, le 15/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TEHCI**  
205 ROUTE DE LA PLAINE  
ZA TRUISON

73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Références : 20220315-RAP-InspectionTechci-Géorisques

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 de l'établissement TECHCI implanté 205 ROUTE DE LA PLAINE, ZA TRUISON à SAINT-GENIX-LES-VILLAGES . L'inspection a été annoncée le 09/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une opération régionale "coup de poing" relative à l'état des stocks présents sur site, l'incendie et le confinement des eaux d'extinction.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TECHCI
- 205 ROUTE DE LA PLAINE, ZA TRUISON à SAINT-GENIX-LES-VILLAGES
- Code AIOT dans GUN : 000614459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TECHCI, située à SAINT-GENIX-LES-VILLAGES, a pour activité la production de circuits imprimés destinés principalement au secteur de l'aviation.

Pour cela, elle comprend un atelier de traitement de surface relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées. Elle dispose d'un arrêté

préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2010.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- État des Stocks / Incendie / Confinement des eaux d'extinction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention du risque pollution par eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministeriel du 30/06/2006, articles 11 et 12 article 8.1.1 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27/10/2010	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, articles 8.6.2, 8.6.3, 8.6.4	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

- nom : risque accidentel-référence réglementaire : arrêté préfectoral du 27/10/2010, articles 8.6.2, 8.6.3, 8.6.4
- Le plan ETARE existant sera complété par un plan détaillant les types de produits présents par zone.  
Une fois finalisé ce plan sera maintenu à jour, et sera tenu à disposition des services de secours et des autorités préfectorales.
- L'exploitant prendra contact avec le gestionnaire en charge du PI externe afin d'obtenir le PV de vérification ( débit, pression).
- nom : Maintenance et test référence règlementaire : arrêté préfectoral du 27/10/2010, articles 8.6.4
- L'exploitant fera vérifier sa centrale incendie suivant les échéances réglementaires (semestrielle). Le PV de vérification sera transmis à l'inspection des installations classées.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Prévention du risque pollution par eaux d'extinction - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 article 20.  
Compte tenu de cette non conformité un projet d'APMD est proposé à M. Le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** État des matières stockées – Cas général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministeriel du 30/06/2006, articles 11 et 12 et article 8.1.1 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27/10/2010
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un fichier informatique tenu à jour des matières stockées. Ce fichier informatique est sauvegardé sur un serveur "bac up" en redondance informatique.  Les FDS sont gérées par l'intermédiaire d'un logiciel dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<p><b>Nom du point de contrôle :</b> Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, articles 8.6.2, 8.6.3, 8.6.4</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100/150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2H ...</li> </ul> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> <li>• des robinets d'incendie armés ;</li> <li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;</li> <li>• des colonnes sèches ;</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement fonctionne en 2 X 8, 5 jours par semaine. En-dehors des périodes de travail l'alimentation électrique de puissance est coupée et des détecteurs sont reliés à une plate-forme de gardiennage.</p> <p>Un Plan ETARE de l'établissement a été réalisé. Celui-ci devra être complété avec un plan détaillant les produits présents par zone.</p> <p>L'établissement dispose de masques respiratoires</p> <p>L'établissement dispose des équipements incendies suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-PI communal à l'extérieur du site</li> <li>- d'extincteurs (81 unités pour 32 mentionnés sur l'étude de danger).</li> <li>- de RIA (7 unités pour 7 mentionnés dans l'étude de danger)</li> </ul> <p>Selon l'exploitant l'ensemble de ces dispositifs sont utilisables en période de gel.</p> <p>Les personnels suivent des formations incendie (une session sera organisée en 2022).</p> <p>L'exploitant prendra également contact avec le gestionnaire en charge du PI afin d'obtenir le PV de vérification (débit, pression...)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b></p>
<p><b>Proposition de suites :</b></p>

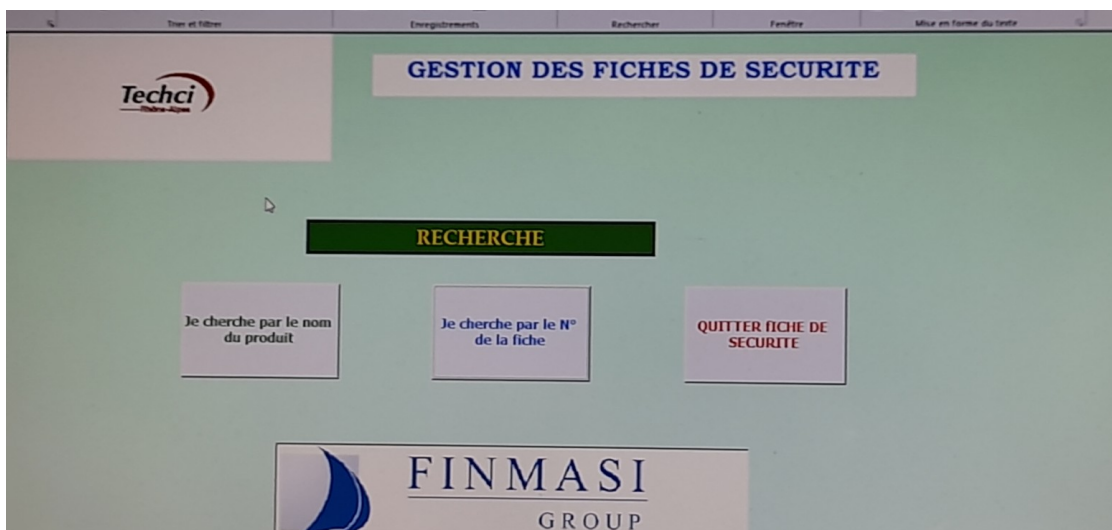
**Nom du point de contrôle :** Maintenance et test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2016, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Extincteur et RIA : fréquence minimale de contrôle : Annuelle</li><li>- Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) : : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle</li><li>- Installation de détection incendie : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle</li><li>- Installations de désenfumage : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle</li><li>- Portes coupe-feu : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les contrôles périodiques annuels des équipements incendie ont été réalisés le 30/11/2021 (blocs autonomes d'éclairage, extincteurs, RIA, désenfumage). Ces contrôles sont consignés sur un registre de sécurité.</p> <p>En revanche, l'installation de détection incendie n'a pas été vérifiée selon des échéances semestrielles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> l'exploitant fera vérifier sa centrale incendie suivant les échéances réglementaires (semestrielle). Le PV de vérification sera transmis à l'inspection des installations classée</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> sans objet</p>

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque pollution par eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté du 09 avril 2019 article 20.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.  Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.  Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume du bassin de confinement des eaux d'extinction est d'un volume minimal de 660 m3.  Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b>  L'établissement ne dispose pas de dispositif de rétention des eaux d'extinction.  L'arrêté d'autorisation du 27 octobre 2010 ne mentionnait pas cette obligation, mais l'arrêté sectoriel du 09 avril 2019 prescrit la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux d'incendie à l'article 20.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## Photos



Logiciel de gestion des FDS.

Date	Observations essentielles
15/01/21	VBP Chaudhry / Salle B. Vente GH
23/02/21	Vérification périodique des installations électriques. Vérification
12/03/21	Vérification par thermographie infrarouge de câbles et armatures électriques + HT. Contrôle des 219 V. Voir rapport 2021
20/04/21	visite périodique magasin M.P.
27/07/21	visite périodique des puits auto et des réservoirs Lebonheur ainsi que des appareils
19/06/21	visite périodique magasin M.P.
20/07/21	visite périodique magasin M.P.
30.11.21	Vérification annuelle de câbles, mes, DF et R/A
06/12/21	VBP nouvelle + charité + puits auto. Voir rapport BV
18/01/22	visite périodique magasin M.P.
02/02/22	Vérification périodique des installations électriques. Consultation notre rapport en annexes

Extrait du registre de sécurité



## Vérification des extincteurs



## RIA



## Exemple de disposition extincteurs et masques



Alarme incendie en fonctionnement.